



## JOURNÉE MONDIALE DE LUTTE CONTRE LE SIDA A quand une cohérence des politiques publiques ? 1er décembre 2018

En cette Journée mondiale de lutte contre le sida, les outils pour endiguer l'épidémie au VIH n'ont jamais été aussi importants : préservatifs (internes et externes), gel, digue dentaire, tests rapides communautaires, autotests, traitements Pré et Post Exposition, traitements toujours plus efficaces et plus supportables évitant également la transmission du virus...

En cette Journée mondiale de lutte contre le sida, les volontés et dispositifs affirmant une volonté d'éradiquer l'épidémie se multiplient : Lyon et la Vallée du Rhône sans sida, Référentiel national de réduction des risques en direction des personnes prostituées<sup>1</sup>, Stratégie nationale de santé sexuelle<sup>2</sup>.

En cette Journée mondiale de lutte contre le Sida, **de nombreuses politiques publiques ne cessent de favoriser les facteurs surexposant au VIH :**

- la loi du 13 avril 2016 visant à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel ne cesse de montrer ses effets délétères. Dans un rapport interassociatif<sup>3</sup> sur les conséquences de cette loi, les travailleuse.s du sexe interrogées y notent une dégradation de leurs conditions d'exercice, de leurs conditions de vie, une augmentation des violences, une baisse de leurs revenus et des difficultés de plus en plus importantes à se protéger du VIH. Elles sont, en effet, 38,3% à déclarer avoir plus de mal à imposer le préservatif à leurs clients quand 50% estiment ne pas voir d'amélioration à une situation déjà dénoncée par les associations de santé communautaire depuis des années.

Ces conséquences de la loi sont renforcées, dans de nombreux municipalités, par les politiques locales de répression (arrêtés municipaux anti-stationnement des camionnettes ou anti-prostitution) dont Lyon a été et reste une des villes pionnières, renforçant également les facteurs d'exposition au virus.

Certaines travailleuses du sexe sont dans l'obligation de se rendre dans d'autres pays européens pour pouvoir continuer à exercer, au risque, pour les personnes vivant avec le VIH ou les personnes sous PrEP, de se retrouver en rupture de traitements.

- la loi du 7 mars 2017, transférant l'évaluation médicale des demandes de régularisation pour étrangers malades des Agences régionales de santé (ARS) à l'Office français de l'immigration et de l'intégration (OFII), entérinent des restrictions indiscutables dans l'accès au droit au séjour pour raisons médicales<sup>4</sup>. En 2017, les avis favorables pour les demandes concernant les personnes vivant avec le VIH ont chuté de 6%.

Des délais particulièrement longs sont observés lors des renouvellements de titres de séjour étrangers malades (TSEM), ce qui peut provoquer des ruptures de droits, notamment aux aides sociales, impliquant des conséquences sur l'état de santé des personnes touchées les plus précaires.

- le ministère des Solidarités et de la Santé annonce le remboursement de préservatif avec prescription médicale au moment où des associations de santé communautaire alertent sur le fait qu'elles ne recevront pas « l'intégralité de leur dotation en préservatifs de la part du ministère de la Santé »<sup>5</sup>, limitant justement l'accès aux outils de prévention pour leurs publics.

En cette Journée mondiale de lutte contre le sida, Cabiria, association de santé communautaire avec et pour

<sup>1</sup> <https://www.legifrance.gouv.fr/eli/decret/2017/3/2/AFSP1703582D/jo/texte>

<sup>2</sup> [https://solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/strategie\\_nationale\\_sante\\_sexuelle.pdf](https://solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/strategie_nationale_sante_sexuelle.pdf)

<sup>3</sup> *Que pensent les travailleuse.s du sexe de la loi prostitution ? Enquête sur l'impact de la loi du 13 avril 2016 contre le système prostitutionnel*, coordonné par les sociologues Hélène LE BAIL, Calogero GIAMETTA et Noémie RASSOW : [https://www.cabiria.asso.fr/IMG/pdf/Rapport-enque\\_te-Loi\\_13\\_avril.pdf](https://www.cabiria.asso.fr/IMG/pdf/Rapport-enque_te-Loi_13_avril.pdf)

<sup>4</sup> Observatoire du droit à la santé des étrangers (ODSE), « Une chute catastrophique de la protection des étrangers malades », <http://www.comede.org/une-chute-catastrophique-de-la-protection-des-etrangers-malades/?fbclid=IwAR270MdNMcb-SsirO5gMM-xpwf6YB8KAeuLNV12BtvSYYYChPIUL7bG8P8I>

<sup>5</sup> [http://griselidis.com/sites/default/files/lesdocs/communique\\_de\\_presse\\_-\\_griselidis\\_-\\_octobre\\_2018.pdf](http://griselidis.com/sites/default/files/lesdocs/communique_de_presse_-_griselidis_-_octobre_2018.pdf)

les travailleurs et travailleuses du sexe rappelle que :

- toute politique répressive sur le travail du sexe, la migration ou ne favorisant pas l'égalité des droits effective entre les genres, les sexualités, les classes sociales fait le jeu de l'épidémie à VIH ;
- toute position visant à minimiser l'exposition au VIH engendrée par ces politiques répressives, depuis longtemps documentées, se rend complice de l'épidémie ;
- que SILENCE = MORT
- que nous comptons bien rester vivant.e.s

Contact Presse : Antoine BAUDRY : 06 76 63 59 22